

Présidence autrichienne : le retour de la confiance ?

(publ. in « Interface » janv. 2006)

Il faut croire que l'expérience de la présidence anglaise a échaudé celle qui lui succède. L'Autriche annonce trois grandes priorités, mais elle évite de prendre des options claires pour l'avenir. Elle se veut un honnête intermédiaire en période difficile¹.

Elle veut « dégeler » le débat sur la Constitution, mais s'en tiendra à la « réflexion », dans la droite ligne du « plan D » de la Commission². Alors que le sommet de juin 2006 devrait marquer un moment fort sur ce dossier, on peut douter qu'il permette de progresser véritablement. Chacun avance ses pions, avec en arrière-fond des visions d'Europe très divergentes. Il est positif que l'Autriche fasse tandem avec l'Allemagne qui refuse d'enterrer la Constitution et propose d'annexer au texte un protocole social pour le faire voter, mais elle semble avant tout préoccupée par l'idée de redonner du pouvoir aux Etats et aux régions plutôt qu'à l'Union. Trop contents de pouvoir se débarrasser d'un texte qui renforçait l'intégration européenne, certains Etats comme la Grande-Bretagne et les Pays-Bas estiment au contraire que le projet de traité constitutionnel est mort. Et la France, doutant qu'il soit possible de le soumettre à nouveau au référendum, propose de mettre en œuvre certaines avancées et relance l'idée de « groupes pionniers ». Finalement, le mieux serait sans doute de reprendre les parties I et II et de les mettre en œuvre rapidement. Les divergences idéologiques sont encore trop importantes pour reprendre la partie III. « *Il n'y a aucune maturation des esprits, aucun rapport des forces qui pourraient laisser espérer une meilleure rédaction avant plusieurs années d'efforts. En attendant, on sera dans le cadre actuel, mais on peut le subvertir par l'action politique : le droit est flexible* » estime Philippe Herzog, président de Confrontations Europe³.

Pour beaucoup, l'espoir est, comme l'a expliqué José-Manuel Barroso, que l'amélioration du contexte économique et social favorise le retour à une plus grande adhésion populaire à la construction européenne, et donc à la Constitution. Le deuxième objectif autrichien est justement d'œuvrer pour la croissance et relever le défi de la réforme du modèle social européen. Mais les actions choisies par la présidence relèvent uniquement de la gestion de l'agenda de la Commission et des directives qui sont sur la table. Or, nous ne pouvons nous contenter d'un simple examen des mises en œuvre au niveau national de la Stratégie de Lisbonne, selon la ligne du président de la Commission. Une action coordonnée en réplique à une conjoncture économique mouvante (reprise provisoire de la croissance, rendue très fragile par l'aggravation des déséquilibres financiers et commerciaux internationaux...) est indispensable. En matière sociale, ni la suite de conférences de haut niveau sur la « flexi-sécurité », le « pacte européen pour la jeunesse », la « santé des femmes » et « le diabète », ...ni la volonté de trouver le bon équilibre sur les directives « services » et « temps de travail » ne suffiront à relever les défis auxquels est confronté le modèle social européen. Une action coordonnée pour la recherche et l'innovation en matière d'industrie et d'énergies autour d'objectifs stratégiques nous paraît essentielle pour relancer la croissance et appelle des moyens financiers conséquents au niveau de l'Union. La présidence a déjà envoyé un signal positif dans ce domaine en lançant des propositions pour alimenter les ressources propres du budget européen.

Finalement, c'est sur le dernier volet de son programme que l'appétit d'initiatives de la présidence autrichienne semble le plus positif. Sur la base d'intérêts nationaux évidents, elle veut relancer le débat sur les frontières de l'UE et donner un coup d'accélérateur au processus d'adhésion des Balkans occidentaux. Nous nous réjouissons du rapprochement voulu par l'Autriche dans tous les domaines avec ces pays⁴.

Nathalie Lhayani

¹ « A honest broker in difficult times » : titre du document de *Notre Europe* sur la présidence autrichienne

² Voir l'avis de Andrew Duff, député européen, dans le numéro 74 de *La Lettre de Confrontations*

³ Voir son livre, à paraître en février : *La dernière utopie. Ethique, action, projets pour relancer l'Europe*

⁴ Lire *L'Option de Confrontations Europe* sur le colloque organisé à Sarajevo les 6 et 7 octobre 2005, à paraître début février